

CHAPITRE V
FÉDÉRER !

Porté par une conviction profonde, une détermination inébranlable et une passion dévorante pour notre cher pays, je suis heureux de vous annoncer la naissance de Fédérer, notre nouveau parti politique. C'est dans ce mouvement que mon engagement sans faille envers mes concitoyens trouve son aboutissement. C'est le symbole vivant de ma vision audacieuse pour un Gabon uni, prospère et résolument tourné vers l'avenir.

Je brûle d'une irrépressible aspiration au changement, au progrès et à la justice, et je suis conscient que celle-ci est partagée par de nombreux Gabonais.

Porteur d'une vision novatrice, je mettrai les espoirs de notre peuple au cœur de mon action. J'ai foi en un Gabon où chaque citoyen peut s'épanouir, où les opportunités sont accessibles à tous, indépendamment de leur origine ou de leur statut socio-économique. Mon objectif est de construire un Gabon où la justice sociale prévaut, où l'éducation, la santé et l'emploi sont des droits fondamentaux garantis à chacun.

Dans ce Gabon idéal, notre jeunesse sera considérablement soutenue et encouragée, car elle représente le pilier de notre avenir et l'essence même de notre essor collectif. Aussi nos entrepreneurs acharnés seront-ils valorisés et reconnus à juste titre, car leur génie et leur courage servent de socles à une économie florissante et dynamique.

Je n'oublierai pas nos diplômés, ces talents brillants qui, malgré leurs compétences et leur expertise, sont confrontés hélas à des défis d'employabilité. Je m'engage à leur créer de meilleures opportunités.

Chapitre V Fédérer !

Je vous exhorte, avec solennité, à vous rallier à cette noble cause. J'en appelle à vous tous, afin que nous nous unissions en vue de bâtir un Gabon d'exception. Car c'est en conjuguant nos efforts, que nous serons à même d'accomplir des avancées majeures, de triompher avec vaillance des obstacles qui se dressent devant nous, et d'ouvrir la voie d'une destinée resplendissante pour notre belle patrie.

Nous partageons une même espérance, un désir ardent d'élever la politique à des sommets encore inexplorés, tout en incarnant avec ferveur les valeurs profondes qui nous unissent en tant que nation. Cette espérance nous rapproche les uns des autres, elle brûle dans nos cœurs, portée par la passion indomptable de façonner un avenir meilleur pour tous. Ensemble, hissons fièrement les couleurs de l'union, du travail et de la justice, car notre voix, unie et vibrante d'énergie, peut engendrer une transformation durable et profonde. Que cette conviction résonne intensément dans chaque fibre de notre être, nous propulsant vers un destin commun imprégné de progrès et de prospérité. Rien ne saurait ébranler notre détermination, car notre engagement est indestructible, nourri par la flamme inextinguible de notre amour pour le Gabon. Avançons résolument, main dans la main, avec une audace inébranlable et une confiance inégalée, bâtissons ensemble un avenir où la politique s'érigera en un levier puissant, un catalyseur majeur de notre transition collective. En poursuivant cet objectif, je tiens à souligner l'importance primordiale de nos valeurs morales et de notre engagement indéfectible envers elles.

En premier lieu, l'intégrité constitue une qualité fondamentale au cœur de cette démarche. L'honnêteté, la transparence et la responsabilité dans la gestion des affaires publiques sont des principes défendus avec ferveur. Il est souhaitable de se poser en garant des normes éthiques les plus rigoureuses et de travailler

sans relâche à la promotion d'une culture de probité, tant au sein du parti qu'à l'échelle globale de la société.

En second lieu, la justice sociale est solidement ancrée dans une vision prônant l'équité, la dignité humaine et la construction d'une société plus égalitaire. Il est impératif de reconnaître que chaque individu mérite une égalité absolue en matière d'opportunités, de traitement et de reconnaissance. En ce sens, un engagement ferme sera pris pour combattre avec vigueur les inégalités flagrantes et les discriminations persistantes, tout en défendant avec conviction les droits fondamentaux de chaque citoyen. Cette vision aspire à établir une société inclusive, dans laquelle chaque être humain peut se réaliser pleinement.

En troisième lieu, le respect de la diversité s'affirme comme une valeur fondamentale au sein du parti Fédérer. La célébration de la richesse des différences, qu'elles soient culturelles, ethniques, religieuses ou sociales, constitue un pilier de ce projet. En favorisant un dialogue constructif, en encourageant la compréhension mutuelle et en valorisant chaque voix, il devient possible de construire une société harmonieuse, dans laquelle la diversité est perçue comme une force fédérative essentielle.

En dernier lieu, il est impératif de souligner que ce parti est animé par une conviction profonde pour le bien commun. L'accent est mis sur l'importance d'une collaboration fructueuse et d'une coopération concertée pour faire face aux défis auxquels le pays est confronté. Cette aspiration noble se manifeste par un dévouement au service de l'intérêt général, dépassant les clivages partisans et recherchant avec assiduité des compromis constructifs en faveur du développement.

En outre, en rejoignant Fédérer, on s'unit à un mouvement où la spiritualité transcende les frontières terrestres, devenant ainsi une source intarissable d'inspiration et de force. Au cœur de cette démarche se trouve une crainte sincère de Dieu, ainsi

Chapitre V Fédérer !

qu'une humble reconnaissance de Sa grandeur et de Sa majesté infinies. Cette crainte révérencieuse incite à la recherche de la vérité, à la promotion de la bonté et à l'œuvre pour l'épanouissement de tous les concitoyens. Elle rappelle que chaque individu est appelé à être un instrument de paix, un bâtisseur de ponts entre les cœurs, les cultures et les communautés. Elle exhorte également à agir sans relâche pour l'égalité, la justice sociale et la dignité humaine, car chaque être humain reflète l'image sacrée de Dieu.

Il convient surtout de souligner l'importance de la défense de la liberté de religion et du respect des croyances individuelles, tout en reconnaissant la valeur des traditions ancestrales et des rites sacrés du Gabon.

Au cœur de ce principe réside la préservation et la valorisation de notre patrimoine spirituel, forgé au fil des générations. Il est essentiel de reconnaître que chaque individu détient le droit inaliénable de pratiquer sa foi, qu'il s'agisse des traditions ancestrales, des religions établies ou des croyances personnelles. Il apparaît également nécessaire d'encourager un dialogue ouvert, respectueux et inclusif, dans lequel la diversité des expressions spirituelles est accueillie et célébrée avec bienveillance.

Par ailleurs, conscient de la valeur inestimable que revêt la diversité ainsi que de la contribution singulière que chaque individu peut apporter au développement de notre pays, il est de ma ferme intention d'aller à la rencontre de tous les Gabonais, en tous lieux où ils se trouvent. Je veux aller là où leurs voix se font entendre, là où leurs besoins et leurs aspirations se manifestent. Je souhaite les écouter, mesurer leurs incertitudes et partager avec eux ma vision d'un Gabon prospère.

Je ne veux exclure personne, car je suis pleinement conscient de l'importance capitale de nos diasporas établies à l'étranger. Je me rendrai dans les différentes communautés gabonaises à tra-

vers le monde, qu'elles se trouvent en Europe, en Amérique, en Afrique ou ailleurs. J'évoquerai avec elles les contours de mon projet politique, expliquant comment celui-ci prendra en compte leurs préoccupations, leurs exigences et leurs espoirs légitimes.

La tâche peut sembler immense. Porter un projet politique exige une implication infaillible et une persévérance inaltérable. C'est une ambition qui nécessite une vision claire, une écoute attentive et une prise en compte des appréhensions et autres attentes individuelles. Toutefois, en dépit des obstacles qui se dressent devant nous, je veux croire en la force collective qui émerge lorsque nous convenons d'œuvrer ensemble.

Il se peut que des doutes subsistent quant à l'utilité d'un nouveau parti politique dans un paysage aussi fragmenté, avec de nombreuses formations existantes qui revendiquent des visions et des idéologies différentes.

Fédérer n'est pas un parti de trop. Il se distingue par sa vision audacieuse pour le Gabon et embrasse l'idée d'une nation unie, où chaque citoyen a l'opportunité de prospérer et de contribuer à la construction d'une société solidaire. Je crois en l'importance de l'inclusion, de la diversité et de la collaboration pour parvenir à un véritable progrès.

L'approche novatrice constitue une caractéristique distincte de ma vocation. Il ne s'agit pas de se contenter de solutions conventionnelles ou de discours politiques stéréotypés. Au contraire, l'accent est mis sur la recherche constante de nouvelles perspectives, l'exploration d'idées inédites et l'adoption de stratégies innovantes pour relever les défis complexes auxquels le Gabon fait face.

Conscient des défis qui m'attendent, je reste résolument lucide. Je reconnais que nul individu seul ne peut mener à bien une entreprise d'une telle envergure. J'aurai besoin du soutien, de l'engagement et de l'enthousiasme d'un grand nombre de

Chapitre V Fédérer !

Gabonais prêts à s'investir pleinement pour notre nation.

C'est pourquoi je lance un vibrant appel à la mobilisation de mes concitoyens, dans le but de former une force collective capable de surmonter les défis qui se dressent devant nous. La réussite de ce projet dépendra de la volonté de chacun de contribuer au bien commun, en mettant à profit ses talents, son expérience et sa détermination.

Dans cette perspective, je sollicite humblement et avec conviction le soutien de tous ceux qui adhèrent à cette vision d'un Gabon prospère, équitable et harmonieux. Que ce soit par le biais de contributions financières, de ressources matérielles, d'expertises spécifiques ou de partenariats stratégiques, chaque forme de soutien revêt une importance capitale pour nous permettre d'accomplir notre mission commune. Une collaboration étroite avec l'ensemble des parties prenantes, qu'elles soient locales, régionales ou internationales, est envisagée dans un esprit de coopération et d'échange mutuel.

En conclusion, Fédérer incarne bien plus qu'un simple parti politique. À travers un engagement indéfectible envers l'unité, la moralité et la bonne gouvernance, l'aspiration est de hisser la politique à un niveau supérieur et d'instaurer un nouveau paradigme de leadership responsable.

En nous appuyant sur une vision commune, ce mouvement rassemblera les Gabonais de toutes les régions, de toutes les couches sociales et de toutes les origines, afin de bâtir un Gabon où chaque individu pourra devenir une force de transformation positive dans le pays.

Avec détermination, l'effort sera de créer un environnement propice à l'éclosion des talents, à l'égalité des chances et à l'harmonie sociale. L'objectif est de faire en sorte que chaque soupire soit entendu, chaque insatisfaction considérée et chaque droit respecté.

Fédérer

Il est reconnu que la route sera semée d'embûches et que les défis seront nombreux. Cependant, un travail sans relâche sera mené, en collaboration avec les compatriotes et les acteurs de la société civile, pour relever les défis qui se présentent.

En unissant les forces, les idées et les ressources, il sera possible d'incarner l'espoir et la détermination d'une nouvelle ère pour le Gabon. Oser rêver, oser agir, et transformer cette vision en réalité est impératif. Le temps est venu de faire de cette ambition commune une force motrice pour le changement. Unissons les efforts et réinventons le Gabon ensemble.

CHAPITRE VIII
RÉINVENTER LE GABON

Le Gabon, notre cher pays, est à un tournant de son histoire. Pour le réinventer, nous devons nous appuyer sur une vision ambitieuse qui nous mènera à repenser nos politiques, nos actions et nos aspirations en vue de bâtir une nation prospère, inclusive et bien préparée aux enjeux de demain.

Nous sommes tous conscients des forces dynamiques qui modèlent le monde contemporain. Les avancées technologiques, les changements économiques et les défis environnementaux sont devenus incontournables. En tant que nation, nous avons la responsabilité de nous adapter, d'innover et d'évoluer afin de demeurer pertinents et prospères dans ce contexte en perpétuelle mutation.

L'appel à Réinventer le Gabon nous exhorte à dépasser les contours limités de la pensée conventionnelle, et à remettre en cause les normes établies. C'est une convocation solennelle à explorer de nouvelles perspectives, à saisir les opportunités émergentes et à révéler le potentiel inexploité qui sommeille en chacun de nous.

Dans un contexte socio-politique et économique marqué par des défis de grande envergure, la proposition de réinventer notre nation se manifeste avec force.

Avec près de 267 000 kilomètres carrés de territoire, le Gabon offre une mosaïque d'écosystèmes fascinants. Des étendues de mangroves et de marais côtiers aux vastes savanes et aux montagnes majestueuses, notre pays recèle une diversité de paysages à couper le souffle. Sa faune et sa flore, d'une abondance exceptionnelle, abritent plusieurs espèces emblématiques telles que les éléphants de forêt, les gorilles, les chimpanzés et les hippopotames.

Chapitre VIII Réinventer le Gabon

Sur le plan économique, le Gabon se positionne parmi les puissances économiques majeures d'Afrique centrale. Doté d'immenses réserves de pétrole, de minéraux tels que le manganèse et le fer, ainsi que d'un patrimoine forestier d'une valeur inestimable, le pays possède des atouts considérables. Toutefois, la dépendance excessive à l'égard du secteur pétrolier constitue un défi conséquent pour la poursuite de notre développement.

La diversification des secteurs d'activité permettra de générer un nombre accru d'opportunités professionnelles, de favoriser l'émergence de l'innovation et de consolider la résistance économique du pays face aux fluctuations des prix du pétrole sur les marchés internationaux.

Parallèlement aux réformes économiques, les évolutions sur le plan social jouent un rôle fondamental dans la construction d'une société plus inclusive et équitable. Il est essentiel de favoriser l'accès équitable à une éducation de qualité pour l'ensemble des Gabonais, en mettant un accent particulier sur le développement des compétences requises par l'économie du XXI^e siècle. En investissant dans le domaine de l'éducation, la formation professionnelle et le développement des compétences, nous saurons préparer nos populations à relever les défis du marché du travail et à contribuer activement à la croissance économique.

En outre, il nous faut renforcer nos politiques de protection sociale, améliorer l'accès aux services de santé et favoriser l'égalité des chances. Nous devons pouvoir œuvrer à la réduction des disparités et à la promotion de la justice sociale. Par cette initiative, nous édifierons une société d'équilibre et d'harmonie.

En explorant les secteurs tels que le tourisme, l'agriculture, les énergies renouvelables, l'industrie manufacturière et les TIC, le Gabon a l'opportunité de réinventer son économie et de devenir un acteur économique régional influent, durable et compétitif.

En effet, la richesse inouïe de sa biodiversité, la splendeur de ses parcs nationaux et ses paysages saisissants font du Gabon une destination touristique d'exception. Ce secteur a le potentiel d'attirer les passionnés d'écotourisme et les aventuriers en quête de découvertes uniques. En investissant judicieusement dans les infrastructures touristiques, la mise en valeur des sites culturels et naturels, ainsi que dans la formation des professionnels, nous pourrions ouvrir les portes à de multiples opportunités d'emploi et générer des revenus substantiels.

L'agriculture représente également une opportunité de diversification économique majeure. Au Gabon, elle tire avantage de ses sols fertiles et de son climat propice à la production agricole.

L'autosuffisance alimentaire constitue donc un défi crucial pour notre pays, qui dépend encore largement des importations pour satisfaire ses besoins alimentaires.

Il convient, à mon sens, de consacrer des investissements considérables au développement des infrastructures agricoles, notamment dans les domaines de l'irrigation, du stockage et de la transformation des produits agricoles. De telles infrastructures renforceront la productivité et l'adaptabilité des exploitations agricoles, induisant ainsi une augmentation conséquente de la production alimentaire.

La promotion des pratiques agricoles durables et l'adoption de méthodes respectueuses de l'environnement s'imposent comme des impératifs. En privilégiant l'agriculture biologique, en veillant à une gestion efficace des ressources hydriques et en préservant l'intégrité des sols, le Gabon sera en mesure de préserver son écosystème tout en générant une production alimentaire de première qualité et à haute valeur nutritive.

Il est surtout crucial de soutenir les agriculteurs locaux en leur offrant un accès facilité aux ressources, tels que les semences adaptées, les engrais, les crédits agricoles et la formation tech-

nique. Cette assistance renforcera considérablement la capacité des agriculteurs à accroître leur productivité et leur permettra à jouer un rôle essentiel dans la garantie de la sécurité alimentaire nationale.

La création d'une Banque de Financement Agricole (BFA) est pour cela indispensable. Elle sera spécifiquement conçue pour répondre aux besoins financiers des agriculteurs, des éleveurs et des acteurs de l'agro-industrie. Son rôle principal sera de fournir des services financiers adaptés à ces secteurs, en accordant une attention particulière aux petites et moyennes entreprises agricoles.

La BFA agira en tant que catalyseur pour le développement agricole en offrant un large éventail de produits financiers et de services adaptés aux besoins spécifiques du secteur. Parmi ces services, on peut citer l'octroi de prêts agricoles pour l'acquisition de terres, l'achat de matériel et d'équipements agricoles, le financement des intrants agricoles et l'appui à la modernisation des exploitations.

La banque jouera également un rôle de conseil et d'accompagnement en offrant des services de formation, de conseil financier et technique pour aider les agriculteurs à améliorer leur productivité, à adopter des pratiques agricoles durables et à accéder à de nouveaux marchés.

Elle sera un véritable partenaire pour les agriculteurs, les soutenant tout au long de leur parcours agricole, de la production à la commercialisation.

S'inscrivant comme un secteur d'investissement au potentiel indéniable, les énergies renouvelables se présentent pour le Gabon comme une véritable aubaine, le pays étant béni d'une irradiation solaire abondante et d'une richesse notable en ressources hydroélectriques. En choisissant résolument de développer des projets d'envergure dans les domaines de l'énergie

solaire, éolienne et hydroélectrique, il sera possible d'assurer une diversification énergétique judicieuse, propice à une réduction significative de la dépendance nationale aux combustibles fossiles, tout en contribuant activement à la préservation du climat.

L'industrie manufacturière constitue également un secteur prometteur pour le Gabon. En encourageant la transformation locale des matières premières telles que le bois, le pétrole et les minerais, la création d'une chaîne de valeur ajoutée s'impose, stimulant ainsi la croissance économique et renforçant l'autonomie industrielle du pays.

Par ailleurs, les technologies de l'information et de la communication (TIC) offrent d'immenses opportunités pour le Gabon. Alors que la connectivité internet se développe rapidement et que de jeunes talents émergent dans le domaine des TIC, un écosystème propice à l'essor des start-ups et des services numériques émerge. En portant une attention particulière à la formation dans le domaine du numérique, à la mise en place d'une infrastructure technologique de pointe et à l'implantation d'incubateurs d'entreprises, le Gabon pourra se positionner comme un hub technologique régional, apte à attirer des investissements considérables et à générer de nombreux emplois dans un secteur en pleine expansion.

Dans le cadre d'une vision politique cohérente, l'adoption des technologies de l'information et de la communication (TIC) apparaît comme un enjeu stratégique majeur pour le Gabon. L'ambition est de promouvoir leur utilisation afin de stimuler l'efficacité, la productivité et l'innovation au sein du pays. Cinq secteurs clés ont ainsi été identifiés : l'administration publique, l'éducation, la santé et les services financiers.

La mise en place de systèmes de gestion électronique des données dans l'administration publique permettra d'améliorer l'efficacité administrative, de réduire les délais de traitement et de faciliter

l'accès aux services publics. De même, l'intégration des TIC dans les établissements scolaires, par la fourniture d'équipements informatiques et la formation des enseignants à leur utilisation, offrira un renouveau des méthodes pédagogiques, favorisera l'apprentissage interactif et préparera la jeunesse aux compétences numériques désormais indispensables sur le marché du travail.

Dans le domaine de la santé, l'investissement dans des solutions technologiques telles que les dossiers médicaux électroniques et la téléconsultation améliorera l'accès aux soins de qualité, renforcera la coordination entre les professionnels de santé et réduira les coûts liés aux déplacements, permettant ainsi une gestion plus efficace et équitable des ressources sanitaires.

Il est essentiel d'encourager le développement des services financiers numériques tels que le paiement mobile, les transactions électroniques et la banque en ligne, afin de faciliter les échanges commerciaux, promouvoir l'inclusion financière et réduire la dépendance aux paiements en espèces. Dans le cadre d'une vision politique ambitieuse, il est impératif de reconnaître l'urgence de moderniser un système de rémunération obsolète, qui contraint encore aujourd'hui fonctionnaires et pensionnaires à s'engager dans de longues files d'attente chaque mois pour percevoir leur salaire ou leur pension. Une réforme de ce système s'avère indispensable pour en accroître l'efficacité et l'adapter aux exigences contemporaines.

L'introduction d'un système de rémunération électronique est nécessaire pour mettre un terme à ces pratiques archaïques. Grâce à ce dispositif, les salaires seraient directement versés sur les comptes bancaires des fonctionnaires, leur offrant ainsi un accès rapide et pratique à leurs rémunérations. Cette réforme, qui vise à moderniser les pratiques administratives, doit s'accompagner d'une collaboration active avec les institutions financières locales afin d'établir des partenariats efficaces pour

faciliter la transition vers un modèle de transactions électroniques sécurisées. Les fonctionnaires pourraient ainsi accéder à leurs salaires via des guichets automatiques, des services bancaires en ligne ou des plateformes mobiles, en toute sécurité.

La décision gouvernementale du 22 novembre 2023, issue des autorités de transition, qui instaure un système de rémunération électronique, constitue un jalon fondamental dans cette modernisation. Toutefois, cette avancée doit s'inscrire dans un cadre plus vaste de réformes administratives, ayant pour objectif de promouvoir une plus grande efficacité dans l'administration des services publics.

Afin d'assurer une transition harmonieuse vers ce nouveau système, il conviendra d'instaurer des programmes de sensibilisation et de formation pour les fonctionnaires, leur permettant de se familiariser avec les avantages et les modalités du système de rémunération électronique. Ces initiatives garantiront une adoption fluide de cette réforme, tout en renforçant la compréhension des aspects sécuritaires de cette technologie.

De plus, il est impératif d'investir dans l'amélioration de l'infrastructure technologique du pays, notamment en renforçant les réseaux de communication et les services en ligne. Une infrastructure robuste et sécurisée constitue en effet le pilier fondamental pour garantir la rapidité, la fiabilité et la sécurité des transactions électroniques, facilitant ainsi la mise en œuvre effective de cette réforme.

L'économie gabonaise se nourrit également de l'essor des petites et moyennes entreprises (PME) qui se révèlent être des acteurs indispensables, voire vitaux, pour la progression socio-économique du pays. Ces entités constituent le vivier économique animé qui contribue grandement à la création d'emplois, à la croissance économique durable et à l'épanouissement des différents secteurs d'activité.

Il est essentiel de soutenir activement et d'encourager les initiatives entrepreneuriales locales, en considérant les entrepreneurs comme des acteurs centraux du progrès économique et social de la nation. Des politiques favorables à l'épanouissement de l'entrepreneuriat seront établies, en simplifiant les démarches administratives, en réduisant les charges fiscales, et en facilitant l'accès aux financements pour les entrepreneurs et les PME.

Une attention particulière sera portée à l'encouragement et au soutien des femmes entrepreneures, grâce à la mise en œuvre de programmes spécialement conçus pour répondre à leurs besoins. Ces programmes viseront à faciliter l'accès à des ressources financières adaptées, à renforcer les compétences entrepreneuriales, et à proposer un mentorat personnalisé. De telles initiatives auront pour but de renforcer la confiance, de consolider les capacités professionnelles et d'inciter les femmes à embrasser l'entrepreneuriat avec assurance et succès.

En parallèle, il est fondamental d'inciter les entreprises à adopter des pratiques de responsabilité sociale et environnementale durable. Une promotion active des initiatives axées sur le développement durable, la préservation de l'environnement, et la responsabilité sociétale sera encouragée, avec pour objectif de contribuer au bien-être collectif et à la protection des ressources naturelles, indispensables à la survie de la nation.

Des mécanismes de financement adaptés aux besoins spécifiques des PME seront mis en place, tels que des lignes de crédit et des fonds d'investissement spécialisés, afin de stimuler la croissance des entreprises et de favoriser l'innovation. Par ailleurs, il convient de souligner l'importance cruciale de la recherche scientifique et technologique dans le développement du Gabon. L'innovation et la recherche et le développement (R&D) apporteront une impulsion déterminante à la croissance économique, à la résolution des défis nationaux et à la création d'emplois hautement qualifiés.

Fédérer

Dans cette optique, des moyens substantiels seront mobilisés pour moderniser l'infrastructure de recherche, avec la création de centres dotés des technologies les plus avancées, ainsi que de laboratoires spécialisés dans des domaines prioritaires pour le pays. En outre, des initiatives seront déployées pour développer les compétences des chercheurs gabonais, à travers des programmes de formation de haut niveau et des partenariats avec des institutions de renom à l'échelle internationale. Les échanges d'expertise seront encouragés, permettant ainsi aux chercheurs d'enrichir leurs connaissances et d'acquérir les compétences nécessaires pour exceller dans leurs domaines de spécialisation. Une attention particulière sera accordée aux bourses de recherche et aux opportunités de formation à l'étranger, contribuant ainsi à leur perfectionnement.

Enfin, une collaboration étroite entre les institutions universitaires et les acteurs économiques sera favorisée, créant un environnement propice au transfert de connaissances et à l'application concrète des résultats de la recherche. Chercheurs, entrepreneurs et investisseurs seront encouragés à œuvrer ensemble au sein de pôles d'innovation, afin de faire émerger des solutions innovantes et spécifiquement adaptées aux besoins du pays.

La Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) occupe une position de première importance dans la promotion de l'intégration économique et de la coopération entre les nations membres. Néanmoins, il est essentiel de prendre en compte divers enjeux qui nécessitent une attention accrue en vue de renforcer davantage cette intégration.

La mise en place d'infrastructures de transport, d'énergie et de télécommunications de qualité revêt une importance cruciale afin de faciliter les échanges commerciaux, de stimuler les investissements et de favoriser une connectivité optimale au sein de la

région. Il est impératif d'engager des efforts concertés en vue d'améliorer ces infrastructures fondamentales et de promouvoir une intégration régionale solide et pérenne.

Une coordination efficace des politiques économiques entre les États membres de la CEMAC est nécessaire pour promouvoir une convergence économique accrue. Cette coordination implique l'harmonisation des réglementations commerciales, fiscales et monétaires, ainsi que la mise en place de mécanismes de surveillance et de coordination visant à assurer la stabilité économique et financière.

Il est impérieux d'approfondir la collaboration avec d'autres entités économiques régionales en Afrique, à l'instar de la CEDEAO et de la CEEAC, dans le but de promouvoir une intégration économique plus vaste et de faciliter les flux commerciaux et les investissements transfrontaliers. Parallèlement, la CEMAC se doit de renforcer sa coopération avec d'autres acteurs internationaux afin de faire face aux défis communs et d'exploiter les opportunités de croissance économique qui se présentent.

La question du Franc CFA a donné lieu à d'importants débats et questionnements concernant sa pertinence et son impact sur les économies des pays de la zone. Afin de promouvoir un développement économique durable et de favoriser l'intégration régionale, des réformes sont nécessaires, que ce soit par le biais de l'introduction d'une nouvelle monnaie ou de la modification des normes qui régissent la monnaie existante.

L'annonce de la construction d'une nouvelle usine de fabrication de billets à Vic-le-Comte, dans le Puy-de-Dôme, pour prendre le relais de l'imprimerie emblématique de Chamalières d'ici 2026 m'indigne profondément. Cette décision remet en cause l'autonomie et la souveraineté monétaire des pays de la zone CFA.

Or, il est important de souligner que la confection des pièces et des billets constitue un pilier essentiel de la souveraineté

monétaire d'une nation, reflétant ainsi son indépendance et son identité économique propre. Par conséquent, il est impératif que nous reconsidérons cette décision de manière approfondie et que nous examinions avec attention les différentes alternatives envisageables afin d'assurer une plus grande autonomie dans la gestion de notre devise.

Nous devons faire preuve de détermination pour préserver notre souveraineté monétaire et garantir l'indépendance économique de nos États.

Pour consolider leur souveraineté monétaire, les pays membres de la zone CFA peuvent recourir à diverses approches. Il serait ainsi possible de favoriser le développement d'une infrastructure de production régionale spécifiquement dédiée à la fabrication des pièces et des billets en FCFA au sein de cette zone. De plus, il est essentiel de renforcer les institutions monétaires régionales telles que la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC). En renforçant ces institutions, les pays membres pourraient acquérir une expertise locale dans le domaine de la production monétaire. Une telle initiative aurait également pour effet de promouvoir une coordination économique et monétaire plus étroite au sein de la région.

La promotion de la coopération régionale revêt également une importance cruciale. Les pays de la zone CFA pourraient intensifier leur collaboration dans le domaine de la gestion monétaire, impliquant ainsi le partage des meilleures pratiques, l'harmonisation des politiques monétaires et la coordination des activités relatives à la production et à la gestion des pièces et des billets. Une telle coopération renforcée faciliterait une utilisation plus efficace des ressources et une meilleure coordination dans la gestion monétaire au sein de la région.

Une évaluation minutieuse des avantages et des inconvé-

niments du Franc CFA s'impose. Il est crucial de considérer des aspects tels que la stabilité monétaire, l'accès aux marchés internationaux, la crédibilité et la confiance des investisseurs, ainsi que les répercussions en matière de souveraineté monétaire et d'autonomie dans les politiques économiques.

Quelle que soit la résolution définitive relative au sort du Franc CFA, il est impératif de renforcer la gouvernance économique au sein de la zone. Cela requiert une transparence renforcée quant à la gestion des réserves de change, une coordination plus étroite des politiques fiscales et monétaires, ainsi qu'une participation active des pays membres dans les décisions économiques.

L'examen des réformes du Franc CFA doit être placé dans le contexte plus large de la promotion de l'intégration régionale. Il est primordial de consolider les mécanismes de coordination et de coopération entre les pays participants, en vue de favoriser les échanges commerciaux intra régionaux et de faciliter les investissements transfrontaliers.

Il est essentiel d'engager un dialogue inclusif et une consultation approfondie avec toutes les parties prenantes concernant la question du Franc CFA et les réformes requises. Les gouvernements, les acteurs économiques, la société civile et les experts doivent être écoutés attentivement, afin de prendre des décisions éclairées et de parvenir à un consensus solide.

Enfin, il est urgent d'entamer un dialogue constructif avec la Banque de France et les partenaires internationaux qui participent activement à la production des pièces et des billets en FCFA. La tenue de discussions en vue de trouver des solutions mutuellement bénéfiques, tout en préservant les intérêts des pays membres de la zone CFA, revêt une importance cruciale. Ce dialogue serait propice à l'établissement d'une gestion transparente et efficiente de la monnaie, respectant ainsi les aspirations de nos populations.

Fédérer

Tout compte fait, pour répondre aux défis actuels et futurs, il est impératif de prendre des mesures décisives. Nous devons adopter une attitude d'ouverture et d'adaptation face aux transformations en cours. Le Gabon doit accueillir avec enthousiasme les nouvelles idées, les avancées technologiques et les évolutions de mentalité qui façonneront notre destin. À cet égard, il est essentiel de mobiliser pleinement les citoyens, les acteurs sociaux, les décideurs politiques et les experts afin de trouver des solutions novatrices et pérennes.

Notre pays doit s'engager résolument à saisir les opportunités qui se profilent, à réinventer ses modèles de développement, à explorer de nouvelles voies économiques et à repenser de manière novatrice ses structures sociales et politiques.

Il est crucial de tirer parti de la richesse de nos diversités et de les mettre au service d'un projet commun. Unis dans cette quête collective, nous bâtissons un Gabon résistant, tourné vers l'innovation et l'inclusion, où chaque opinion ne sera plus perçue comme une menace et où chaque citoyen jouera un rôle dans notre avancée vers un avenir nouveau.